

Afin de faciliter l'atteinte de ces objectifs, nous avons demandé au Secrétaire général de l'OEA, M. César Gaviria, de collaborer avec la CARICOM, de tenir des consultations, d'effectuer une visite à Port-au-Prince dans les plus brefs délais et de faire rapport des résultats à l'OEA avant la tenue de la prochaine assemblée générale de l'OEA, en vue d'assurer un suivi adéquat.

Notre rencontre nous a également permis de discuter de notre projet d'intégration économique des Amériques ainsi que des moyens que nous pouvons prendre pour que les bienfaits de la croissance se traduisent par une plus grande prospérité pour tous nos concitoyens.

C'est en gardant ceci à l'esprit que nous maintenons notre objectif de créer des mécanismes et des instruments de coopération qui favoriseront une croissance durable, une répartition de plus en plus équitable des avantages économiques et une plus grande stabilité financière.

La création d'une Zone de libre-échange des Amériques est une composante essentielle de notre effort. Dans le cadre de ce sommet, nous avons réaffirmé notre volonté collective d'établir et d'appliquer, d'ici 2005, des règles claires et prévisibles pour les échanges économiques au sein de l'hémisphère.

Nos efforts pour renforcer la démocratie et favoriser la prospérité doivent être accompagnés de mesures qui élargissent et encouragent la participation de tous les citoyens à la vie sociale, politique et économique de leur pays et de notre région.

Nous voulons nous assurer que chaque citoyen a une chance égale de vivre dans la dignité, de réaliser son plein potentiel et de contribuer au développement de la collectivité. Cela s'applique en premier lieu à ceux qui font partie des groupes trop souvent marginalisés ou défavorisés dans nos sociétés, parmi eux des jeunes, des aînés, des femmes et des personnes handicapées. Cela comprend également les peuples autochtones de l'hémisphère, dont la situation particulière doit être reconnue par les gouvernements.

C'est ainsi que notre programme d'action reconnaît qu'il nous faut poursuivre nos investissements afin d'offrir à nos citoyens un accès équitable à une éducation et à des soins de santé de qualité.

Nous avons aussi adopté une *Déclaration sur la connectivité*. Elle décrit comment nous entendons utiliser les technologies de l'information et des communications pour faciliter les contacts entre les citoyens, favoriser la participation au sein des institutions démocratiques, ouvrir de nouvelles perspectives économiques et fournir des services gouvernementaux.

Je suis heureux d'annoncer aujourd'hui que pour contribuer de façon tangible aux objectifs du Sommet des Amériques 2001, le Canada va créer l'Institut de la connectivité des Amériques.

Cet institut mettra à profit la stratégie que nous avons adoptée pour brancher les Canadiens et misera sur l'expérience internationale.